

Compte-rendu de l'ouvrage *The Right to an Age-Friendly City : Redistribution, Recognition, and Senior Citizen Rights in Urban Spaces* de Meghan Joy.

Avec le vieillissement de la population, la politologue Meghan Joy se questionne sur le rôle des initiatives « municipalités amies des aînés » (MADA). Elle s'interroge sur la manière dont nos municipalités peuvent assurer une meilleure qualité de vie à ces personnes qui ne constituent pas un groupe homogène, c'est-à-dire qu'elle reconnaît la réalité intersectionnelle des aîné.es : revenu, genre, ethnicité, orientation sexuelle, etc.

Développés en 2006 à l'Organisation mondiale de la Santé par différentes autorités de santé publique, dont celle du Canada, plusieurs projets-pilotes ont été créés dès 2006-2007 puis des programmes MADA ont démarré partout au Canada et ont bien souvent été renouvelés comme à Montréal cette année (jusqu'en 2030)¹. Dans son ouvrage, la chercheuse de l'Université Concordia s'est intéressée au cas de sa ville d'attache, Toronto, qui a développé la *Toronto Seniors Strategy* (TSS) en 2013 (qui a été reconduite en 2018).

Malgré les efforts de sa ville, elle nous fait part de son indignation par rapport à l'âgisme que subissent les aîné.es dans l'espace public torontois : stations de métro non-accessibles, logements inabordables et inadaptés, etc. Cette situation est le point de départ d'un travail rigoureux qui s'appuie sur une analyse textuelle de documents officiels et des débats politiques entourant la TSS ainsi que de la transcription de 77 entretiens semi-dirigés effectués auprès d'élu.es et d'employé.es de la Ville, des membres du groupe consultatif du Toronto Seniors Forum, des employé.es d'organismes à but non lucratif (OBNL), des individus issus de la recherche et des représentant.es des paliers provincial et fédéral. Comme cadre d'étude, elle se réfère à la conception du droit à la ville « right to the city » d'Engin F. Isin s'appuyant sur trois piliers : (1) la **redistribution** collective afin de satisfaire aux besoins universels, mais aussi particuliers comme ceux des personnes âgées qui ont des réalités distinctes entre elles (intersectionnalité), (2) la **reconnaissance** des expériences des individus (exemple : vision positive du vieillissement) et (3) les **droits de la ville** (capacité politique et financière des actrices et acteurs politiques locaux à répondre aux besoins des citoyennes et citoyens, dont les aîné.es). Avec les informations recueillies et en prenant en compte ce cadre d'analyse d'Isin, elle a voulu évaluer trois arguments généralement soulevés pour l'implantation des démarches MADA.

Dans un premier temps, il y a cette idée que les stratégies MADA amélioreraient les environnements locaux pour les aîné.es. Entre la théorie et la pratique, il se dresse tout un écart pour Joy. Dans le cas de la TSS, elle estime qu'elle s'arrime très mal aux besoins des personnes âgées de la Ville Reine, notamment en matière de transport et de logement. Selon l'autrice, Toronto ne fait pas exception à un contexte socio-politique mondial de restructuration du secteur public entamé depuis plusieurs décennies caractérisées par des restrictions budgétaires sévères des municipalités tout comme des

¹ <https://www.realisonsmtl.ca/aines-2023>

paliers de gouvernance supérieurs. Pour Joy, toute analyse d'une démarche MADA doit s'intéresser aux répercussions des politiques néolibérales sur les populations âgées. De plus, elle souligne que ces politiques ont pour effet que les besoins des personnes âgées entrent en concurrence avec ceux d'autres segments de la collectivité comme les jeunes ou les personnes issues de l'immigration pour ne nommer que ces exemples. Il ne faut pas également omettre les débats de vision entre élus locaux progressistes et conservateurs sur le rôle interventionniste ou non que doivent jouer la ville et ses services publics pour les individus en situation de vulnérabilité, dont les aîné.es.

Dans un second temps, il est avancé comme argument que les programmes MADA feraient la promotion d'une vision positive du vieillissement s'opposant à l'âgisme sociétal. Encore une fois, le contexte susmentionné ne serait pas étranger à la prévalence de la discrimination basée sur l'âge selon Joy. Elle estime que la crainte du choc démographique que constituerait le vieillissement de la population renforcerait les discours de peur quant aux impacts liés à ce phénomène sur les finances publiques. En des termes clairs, c'est l'idée d'un ratio insuffisant de personnes contributrices sur le marché du travail versus la population de gens retraités dépendants ayant besoin de soins. Joy déplore le discours à l'effet que la vulnérabilité et la dépendance ne relèveraient pas de la normalité humaine contrairement à l'indépendance, à l'autonomie et à la productivité et à la contribution économiques. Au lieu de déconstruire cette conception âgiste et de demander une meilleure redistribution des richesses pour répondre aux besoins des aîné.es, les démarches MADA concevraient qu'une vision positive du vieillissement passerait plutôt par un discours de prévention par l'activation des personnes âgées (santé et saines habitudes de vie, emploi, bénévolat, etc.) et qu'elles n'auraient pas « besoin d'un traitement spécial » (discrimination positive).

Dans un dernier temps, les initiatives MADA renforceraient les acteurs de politiques publiques locaux dans leur rôle de soutien aux citoyennes et citoyens aîné.es de leurs communautés. Tout en reconnaissant « l'effort » que constitue la création de la TSS, l'autrice constate que l'implantation de la stratégie torontoise est affaiblie par le fait qu'elle ne dispose ni de budgets et de ressources humaines propres tout en prétendant de façon « irréaliste » qu'elle sera en mesure de répondre à des besoins grandissants exprimés par les personnes âgées. De leur côté, les OBNL torontois ne sont pas renforcés par la TSS alors que leur rôle dans sa gouvernance demeure imprécis et que les OBNL ne se sentent pas toujours habilités à naviguer dans la bureaucratie municipale torontoise afin de faire valoir leurs préoccupations. Les petites organisations, plus près des populations, mais sous-financées et souffrant de roulement de personnel, peinent à compétitionner avec les redditions de compte fastidieuses et les grandes organisations professionnalisées qui sont mieux en mesure de capter le financement limité disponible.

Face à ces constats difficiles, l'autrice conçoit que le programme MADA pourrait jouer un rôle plus assumé afin de répondre plus adéquatement aux trois affirmations formulées. Plus fondamentalement, la démarche MADA doit défendre avec vigueur une vision positive de l'identité des aîné.es basée sur la reconnaissance de leurs droits

indépendamment de leur état de vulnérabilité ou de dépendance. Elle doit s'inscrire en faux contre le discours productiviste néolibéral et réclamer un meilleur accès aux services publics tenant compte de la réalité intersectionnelle des aîné.es. La chercheuse préconise l'établissement d'un bureau du vieillissement qui disposerait de moyens financiers et humains (contrairement à la TSS) afin de mieux coordonner les actions de la Ville destinées aux populations âgées avec ses divers services et agences paramunicipales. Cette instance aurait également le mérite de définir clairement un espace où les OBNL pourraient faire comprendre davantage leurs droits auprès des différents pouvoirs décisionnels, effectuer leurs revendications et nouer des liens véritables de partenariat avec les autorités publiques dans le but d'offrir des services plus adaptés aux personnes âgées et de fournir une réponse forte à l'âgisme sociétal.

Défendant une conception de MADA basé sur le droit à la ville « right to the city », l'autrice conçoit que la démarche MADA est de nature intergouvernementale et qu'elle doit ultimement être coordonnée au niveau fédéral. C'est dans cette structure que seraient déterminées les responsabilités politiques de tous les niveaux de gouvernement et du même coup où on établirait le rôle des OBNL. C'est également dans cette entité que des solutions aux enjeux liés au financement des services publics pour les aîné.es doivent être identifiées et que cela se traduise en une meilleure offre de soins de santé, de logement, de transport et d'infrastructures « appropriés, abordables et accessibles » pour les aîné.es. Afin de forcer l'action des paliers supérieurs de gouvernement en ce sens, les actrices et acteurs de politiques publiques locaux et les OBNL devraient être en mesure d'avoir des revendications communes à effectuer au niveau international, notamment par l'adoption d'une convention des Nations Unies sur les droits des personnes âgées. Enfin, l'autrice partage le souhait de chercheuses et chercheurs de la santé pour la création d'une stratégie nationale pour les aîné.es au Canada.

Pour conclure, l'ouvrage a le mérite d'offrir une analyse très poussée des vertus et des limites des programmes MADA comme la TSS. Très légitimement, on peut spéculer sur les retombées réelles de ces initiatives dans une ère de restrictions budgétaires du secteur public municipal. De plus, Joy s'intéresse, à juste titre, à la contribution importante des OBNL qui sont appelés à combler les trous de services toujours plus grands pour les personnes âgées alors que ceux-ci demeurent pourtant sous-financés. Par rapport aux solutions proposées par l'autrice, on peut se questionner sur la faisabilité. S'il est concevable d'affirmer qu'un programme ou une démarche MADA dépourvu de moyens financiers et humains est voué à l'échec, il y a lieu d'avoir de nouvelles recherches afin de s'assurer que la création d'institutions et structures comme suggérées par Joy amèneront un changement de donne réel pour les personnes âgées et non juste ajouter une couche supplémentaire de complexité bureaucratique. Enfin, la structure de coopération intergouvernementale au niveau fédéral tel que proposé viendrait également avec son lot de tensions politiques qui existent déjà dans le système constitutionnel canadien.

Bibliographie : JOY, Meghan. *The Right to an Age-Friendly City : Redistribution, Recognition, and Senior Citizen Rights in Urban Spaces*. Montréal/Kingston : McGill-Queen's University Press. 2020, 208 pages.